

Piscatori, James P. *Islam in a World of Nation-States*. New York (N.Y.), Cambridge University Press, 1986, 201 p.

Norma Salem

Volume 19, numéro 3, 1988

L'espace extra-atmosphérique et le Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702393ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702393ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Salem, N. (1988). Compte rendu de [Piscatori, James P. *Islam in a World of Nation-States*. New York (N.Y.), Cambridge University Press, 1986, 201 p.] *Études internationales*, 19(3), 570–571. <https://doi.org/10.7202/702393ar>

7) *En conclusion*, ce livre est à la fois intéressant et facile à lire. Les faits sont bien relatés et les exemples sont bien choisis (même s'il eut été utile d'étudier aussi les cas de l'Afrique du Sud et du Chili). Il aurait été judicieux toutefois d'une part de mettre en évidence les décalages de temps entre les sanctions et leurs effets économiques et politiques, et d'autre part de souligner les mesures alternatives qui auraient pu être prises avec une plus grande efficacité par le pays sanctionneur. Les présentations du COCOM, des sanctions économiques ou de l'embargo stratégique sont claires, malgré l'absence de tableaux synoptiques qui auraient facilité la synthèse des analyses présentées.

Par contre, l'analyse de la guerre économique n'emporte pas vraiment l'adhésion. S'il est vrai que ce concept est polysémique, il ne se confond pas vraiment ni avec la concurrence (dont l'objectif est d'abord de faire des profits), ni avec l'embargo stratégique (dont l'objectif premier est de réduire les potentialités technologiques de l'armement de l'adversaire), ni avec les sanctions (qui interviennent ponctuellement pour modifier l'action politique d'un gouvernement). La guerre économique fait référence plutôt à un ensemble d'actions économiques ayant pour objectif d'améliorer la puissance économique, politique et militaire d'un État. Dans ces conditions, la décision économique n'a pas directement une rationalité économique (amélioration du bien-être, développement économique, recherche du profit maximum, etc.), elle se propose, même au prix d'une perte, d'accroître ou de réduire l'écart politique, économique, militaire qui sépare le pays de son adversaire potentiel. Cette critique n'enlève d'ailleurs rien à l'intérêt de ce livre, qui constitue, n'en doutons pas, le point de départ d'une réflexion plus théorique sur l'arme économique.

Jacques FONTANEL

Centre d'études de défense et sécurité internationale  
Université des Sciences sociales de Grenoble,  
France

PISCATORI, James P. *Islam in a World of Nation-States*. New York (N.Y.), Cambridge University Press, 1986, 201 p.

Ce livre se développa à partir d'un projet de recherche initié par la Royal Institute of International Affairs. L'objectif du projet est d'examiner les incidences politiques de la renaissance de l'Islam. Deux ouvrages du même auteur sont déjà publiés : *Islam in the Political Process* (« L'Islam et la Vie politique ») (Cambridge University Press, 1983) qui traite de l'influence de l'Islam dans le jeu politique à l'intérieur des pays; et *Islam in Foreign Policy* (« L'Islam et la politique extérieure ») (Cambridge University Press, 1983) qui traite de la politique extérieure de plusieurs pays. Il découlait de ces deux ouvrages une question plus large : L'Islam est-il compatible avec le nationalisme et avec les États-nations ?

C'est à cette question centrale que l'auteur s'adresse dans le présent volume. D'une part, il trace les théories légales et politiques de la tradition islamique. D'autre part, il examine l'expérience historique des Musulmans. Enfin, il analyse le consensus intellectuel contemporain dans les pays islamiques. La conclusion qu'il en tire est que l'Islam et l'État-nation peuvent être compatibles. Cette conclusion se place au niveau idéologique autant que politique, car il trouve que l'Islam admet la pluralité politique. L'auteur, en effet, est pleinement conscient qu'il ne traite pas des exigences unitaires de l'Islam et se promet de représenter l'autre côté de la médaille dans un quatrième volume dans lequel il développerait les dimensions « transnationales ». (p. 144).

Dans cet ouvrage, l'auteur démontre que la « théorie », tout en ayant des racines dans le Coran et dans les textes de théologie et du droit islamique, est en fait ce que les Musulmans croient qu'elle est. Et ce qu'ils croient est influencé par leurs besoins et par leur comportement dans le contexte historique. Ainsi, l'idée occidentale de l'État-nation est « islamisée » et devient presque naturelle à l'Islam.

Dans sa conclusion, qui forme le dernier chapitre du livre, l'auteur critique le présupposé généralement accepté que la religion et

l'État, « *din wa dawla* » sont inséparables en Islam. Il trouve que ce présupposé cache le fait que les sphères religieuses et politiques sont séparées dans le vécu de la grande majorité des Musulmans et que ce présupposé conduit à des conclusions faciles et fausses. Ainsi, l'unité de religion et de politique élimine toute possibilité de liberté idéologique et de flexibilité institutionnelle et, par conséquent, arrête le développement des systèmes social, économique et politique. Mais, en fait, la majorité des Musulmans se comporte en prenant pour acquis que l'Islam est bien plus flexible que cette perspective ne permet d'en-trevoir.

En second lieu, ce présupposé laisse entendre que l'unité du religieux et du politique produit la tyrannie dans les pays islamiques et l'agressivité dans leurs relations extérieures. Enfin, ce présupposé conduit à la conclusion que c'est l'émotion qui dicte la prise de décision politique. Cela ne permet pas de réaliser que les Musulmans ont aussi des intérêts nationaux et que ces intérêts différents et même conflictuels, peuvent influencer leur comportement.

Il est temps, enfin, qu'on commence à questionner ce présupposé obscurcissant. Parmi une avalanche de livres publiés depuis la révolution « islamique » en Iran, ce livre représente un effort soutenu de penser en profondeur la problématique de l'Islam et l'État.

Néanmoins, la question n'est pas complètement résolue car on pourrait se demander si l'unité du religieux et du politique ne couvre que des champs restreints ou bien si la politique domine l'articulation de la religion. On espère que l'auteur poussera son travail encore plus.

Norma SALEM

*Institut québécois de la  
recherche sur la culture*

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

ANDREFF, Wladimir. *Les multinationales*. Paris, Éditions la Découverte, Coll. « Repères », no. 54, série « Questions économiques internationales », 1987, 127 p.

Le professeur Wladimir Andreff, auteur prolifique, a, semble-t-il, consacré la majeure partie de ses contributions scientifiques à l'analyse du rôle des entreprises multinationales (EMN). L'intérêt de ce nouvel ouvrage d'Andreff est d'offrir au lecteur un panorama 1) du rôle prépondérant que jouent les EMN dans l'économie mondiale et 2) des différentes théories explicatives de ce phénomène.

Le livre est divisé en six chapitres dont le premier porte sur les définitions et l'historique des EMN. À juste titre, l'auteur reconnaît que la définition des EMN est un problème, en permanente évolution avec l'histoire des EMN. Contrairement aux idées reçues, l'auteur rappelle que le développement des EMN n'est pas un phénomène récent. En effet, en 1914 on estime à plus de 14 milliards de dollars le stock des investissements directs étrangers. Andreff, chiffres à l'appui, montre aussi que la crise est une période d'accélération, absolue ou relative, du développement des EMN.

Dans le deuxième chapitre, Andreff montre que les EMN croissent, non seulement sur le plan quantitatif, mais aussi par les aspects qualitatifs: nouveaux secteurs (en particulier le secteur tertiaire: agences de presse, agences de publicité,...), nouvelles formes d'investissement (*e.g.*, *joint ventures* pour réduire le risque politique), nouveaux pays d'origine (pays en voie de développement, tels Hong Kong, l'Inde, le Brésil,...).

Le chapitre 3 est consacré à une présentation rapide des banques multinationales, des groupes financiers multinationaux, des Euro-marchés et des places financières. Consacrer quinze pages à un sujet aussi vaste et important est une entreprise bien téméraire. En outre, conclure sur la base d'une simple analyse de corrélation que « plus les pays ont accueilli des flux d'investissements directs en 1978-